

Document

La bulle des dérivés a doublé !

(Solidarité et progrès)

Le 23 novembre 2007 (LPAC) — Le volume du marché des produits dérivés de crédit (une partie de l'ensemble du marché des dérivés) a doublé entre juin 2006 et juin 2007 selon le dernier rapport de la « banque des banques centrales », la Banque des règlements internationaux (BRI) de Bâle. Le marché des dérivés sur crédit, en principe une forme d'assurance offrant aux « investisseurs » une « couverture » sur les risques de défauts sur des titres, est passé de 20 000 milliards de dollars en juin 2006 à 43 000 milliards en juin 2007. 23 000 milliards de ces dérivés sont des échanges entre les principales banques engagées sur ce marché elles-mêmes tandis que les autres 18 000 milliards représentent des échanges entre ces banques et d'autres institutions financières, selon le rapport de la BRI.

Vu l'état de faillite rampante des banques engagées sur ces marchés de dérivés, l'idée qu'elles puissent se « couvrir » les unes les autres contre les risques de défaut est risible : un tel système aurait pu absorber des défauts ponctuels ici où là, mais certainement pas faire face à une désintégration du système. Les dérivés de crédit sont une fiction comptable visant à gonfler l'illusion que le système se protège. Pourtant, on sait bien qu'un préservatif n'arrêterait pas une épidémie de choléra.

Pour ce qui concerne l'ensemble du marché des dérivés, la BRI rapporte qu'il a augmenté de 35 % entre juin 2006 et juin 2007, passant de 454 000 milliards à 613 000 milliards de dollars. La partie hors bilan (dites de gré à gré ou over-the-counter OTC) représentait 516 000 milliards de dollars du total, tandis que les dérivés sur les devises représentaient 97 000 milliards de dollars. Tous ces chiffres sont à prendre avec des pincettes, puisque la somme cumulée de tous ces paris financiers se chiffre probablement en millions de milliards et toute tentative de chiffrer ce marché est assez vaine. Les banques elles-mêmes, vu la croissance hyperbolique de ce « cancer financier », n'ont pas des chiffres adéquats et tout montant risque d'être périmé avant même sa publication.